

Schuman Paper

n°845

7 septembre 2026

Joachim BITTERLICH

France – Allemagne – Europe : retrouver la maîtrise de notre destin

1. LE CONSTAT

La situation actuelle des relations franco-allemandes ne peut guère être considérée comme satisfaisante ou positive. Elle est inquiétante et préoccupante : sommes-nous en réalité face à une « *mésentente cordiale* » ? Mission impossible ? Non, mais il faut du courage et un retour à l'essentiel.

La tentative de rebond en 2019 par le traité d'Aix-la-Chapelle n'a réussi à donner ni un nouvel élan ni de nouveaux objectifs. Les quinze points de l'agenda d'Aix-la-Chapelle manquent clairement d'une nouvelle motivation politique. Néanmoins, il y a une exception à défendre : [l'Assemblée parlementaire franco-allemande](#), avec de bons débuts au niveau de l'Assemblée nationale/Bundestag comme du Sénat/Bundesrat, est le seul aspect positif du traité d'Aix-la-Chapelle.

J'ai eu la chance d'avoir vécu en politique une extraordinaire période charnière franco-allemande et, par conséquent, européenne ; avec des crises, des hauts et des bas, mais avec de grands succès et des percées politiques.

Cette période n'a pas pu achever ses objectifs, mais elle a jeté du moins les bases d'une orientation future commune : nous avons effectué un énorme pas en avant par l'euro, mais les autres domaines sont restés relativement faibles, le point le plus dur restant la sécurité intérieure, la politique étrangère « commune », une illusion !

Depuis lors, nos pays - et l'Europe - ont avancé en général plutôt en mode de « *crisis management* », mais sans consolidation ni véritables avancées réelles et sans armer nos pays - et l'Europe - contre un

environnement qui a, depuis lors, nettement changé.

2022 a été le dernier [changement d'époque](#), « *Zeitenwende* », dont nous commençons seulement à tirer des conclusions, presque en panique, sans stratégie claire. Et sans avoir tiré auparavant les conclusions des autres « ruptures » intervenues depuis 2001 : attentats aux Etats-Unis de 2001, crise bancaire et financière de 2007, crise migratoire de 2014-2015, accélération des nouvelles technologies, etc. Pendant cette période, nous n'avons pris que des mesures à court terme et sans mettre fin à nombre d'illusions.

Depuis deux décennies, malgré l'euro, nos sociétés françaises et allemandes, politiques et économiques, ne se sont pas rapprochées. Au contraire, nous nous éloignons l'une de l'autre. En d'autres mots, elles n'ont guère été à la hauteur pour tirer les conséquences nécessaires et vitales.

2. LA SITUATION INTERNE DES DEUX PAYS

Une grande partie de l'explication se trouve dans la situation interne de nos pays. Elle paraît précaire des deux côtés du Rhin, plus en France qu'en Allemagne.

La France

Le pays se prépare à une élection présidentielle, sans doute la plus difficile de la Ve République, et avec le risque d'une absence de majorité parlementaire claire dans la foulée. La classe

2

politique ne semble – du moins jusqu'à présent – guère à la hauteur des enjeux.

Depuis une bonne vingtaine d'années, la France semble impuissante à engager les réformes nécessaires ; son endettement est croissant et comporte des risques sérieux ; le pays semble paralysé par la peur des deux partis situés aux extrêmes de l'échiquier politique – et un centre avec de multiples candidatures qui se divise. La France a toujours eu, malgré tout, la force de rebondir. Quand le fera-t-elle à nouveau ? J'espère de tout cœur que ce sera rapidement !

Les trois clés à cette fin : la situation économique et sociale et les réformes nécessaires, les marges budgétaires et la dette, l'inquiétude croissante en matière de sécurité intérieure. Et l'on pourrait en ajouter une quatrième : l'identité future de la France avec une population issue de l'immigration dépassant 15%, entraînant une réinterprétation de la laïcité.

J'ajoute deux aspects fondamentaux de fond valables pour nos deux pays : la perte de « contrôle » ou de « confiance » et les conséquences que nous connaissons en Allemagne comme en France, ainsi que le manque de leadership et de personnalités politiques crédibles.

Et l'Allemagne ?

La presse française a rapporté il y a quelques semaines avec un certain plaisir la « mutinerie » intervenue au sein de la CDU contre le chancelier Friedrich Merz. Elle aurait dû ajouter que la même situation prévaut pour le SPD. Un gouvernement « en sursis » ? En tout cas, une coalition qui jusqu'à présent n'a pas su saisir ses chances.

Le 2 juillet dernier, les mesures « relance et emploi » présentées par le gouvernement de coalition (CDU/SPD) avait redonné l'espoir en matière de retraite, de santé, de travail, d'emploi, de fiscalité – cela après une « pause » de réformes et de véritables adaptations depuis 2003. Depuis lors, la révolte est en cours... des deux côtés ! Incompréhensible surtout lorsqu'on regarde de près par exemple le

paquet « retraites » : une commission bipartite avait présenté un compromis historique, y compris une copie du modèle suédois. Des essais intensifs sont en route pour rouvrir ce paquet pourtant très équilibré. Ce qui manque toutefois, c'est le futur de l'économie allemande, de son modèle dépassé par le développement des deux dernières décennies. L'Allemagne risque autrement de devenir un « musée industriel ».

Il faudra voir dans les mois à venir la mise en œuvre des réformes dans une ambiance de haute nervosité. Même si peu d'observateurs parient sur la survie de ce gouvernement jusqu'à la fin de la législature en mars 2029, je ne vois guère d'alternatives à l'actuel gouvernement et au tandem Merz-Klingbeil.

La CDU ne paraît pas assez décidée, avec un Chancelier opérant souvent de manière spontanée – certains disent maladroite. Un de ses problèmes vient surtout de la CSU et de son leader Markus Söder et, en partie, de la qualité de son propre personnel. Le SPD se cherche, avec des sondages désastreux et une « mutinerie » allant jusqu'à la menace d'un congrès extraordinaire à l'automne. Dans l'opposition, les Verts se cherchent aussi, divisés entre une aile libérale-conservatrice (Cem Özdemir, Franziska Brantner) et une aile de gauche – co-responsable, entre autres, du désastre énergétique des deux dernières décennies (Jürgen Trittin). Et il y a un nouveau phénomène, Die Linke, parti issu des anciens communistes, qui se fixe au-delà de 10 % dans les sondages.

Commune à tous apparaît la peur de l'AfD. Problème : les grands partis courent derrière cette droite sans appliquer une vieille règle de la politique apprise chez Helmut Kohl et Helmut Schmidt : quand vous avez perdu la confiance, il est difficile de la regagner. Une seule recette : s'efforcer de mettre en avant des sujets critiques et définir un agenda répondant clairement aux attentes de la population. On parle trop d'une « Brandmauer » contre ce parti au lieu de mettre en avant les réponses aux préoccupations du pays.

De plus, il faut se rappeler que Helmut Kohl et Willy Brandt avaient un autre accord de fond : ne pas tolérer

un parti sur leur droite, voire sur leur gauche, principe mis en doute depuis la réunification.

En Allemagne, des élections se tiennent au mois de septembre à Berlin et dans deux Länder à l'Est

D'abord en [Saxe-Anhalt](#) le 6 septembre, l'AfD est arrivée largement en tête avec 43,8% (et 39 sièges, +16), mais sans atteindre la majorité absolue de 42 sièges. La CDU est en chute à 17,2% (15 sièges, -25)). Viennent ensuite le SPD avec 9,3%, les Verts avec 8,9% et la Gauche (Die Linke) avec 8,6% (chacun 8 sièges). Enfin le mouvement Sarah Wagenknecht (BSW) avec 5,3% (5 sièges) dépasse le seuil de 5% nécessaire pour être représenté.

Quinze jours plus tard, le 20 septembre, les élections à [Berlin](#) montrent des sondages choc : Die Linke serait en tête, avec 19-22%, la CDU suivrait avec 18-20%, puis l'AfD avec 17-18%, les Verts 16% et, enfin, le SPD 12-15%

Le même jour, dans le [Mecklembourg-Poméranie occidentale](#), les sondages placent l'AfD en tête avec 36%. Le SPD suivrait avec 29%, Die Linke 11%, la CDU 10% et les Verts 4,8%.

J'ose un pronostic : l'AfD ne fera pas encore partie des prochains gouvernements, ni au niveau des Länder ni au niveau fédéral. Mais l'Allemagne devient plus difficile à gouverner et, si les partis traditionnels continuent à « somnambuler », ils prennent de gros risques pour l'avenir.

3. RELANCER LE TANDEM

Cette triste description est valable dans une période de crise en Europe et autour de nous. Où est le fameux moteur franco-allemand ? Il semblerait qu'il n'a plus ni huile ni essence – est-ce l'électrification qui l'a neutralisé ? Je n'aime pas parler du couple, mais plutôt du tandem, - nécessaire, mais pas suffisant pour l'Europe – qui devrait prendre enfin en main sa responsabilité commune pour diriger, sinon pour contribuer à orienter l'Europe vu les contraintes européennes et internationales.

Nos partenaires s'attendent à un minimum d'unité franco-allemande, à des initiatives communes, du moins à un positionnement commun. Ils n'aiment pas forcément cette entente, mais sont conscients de la nécessité dans un moment proche de l'heure de vérité pour nos deux pays et pour l'Europe.

De l'extérieur, on a l'impression que Berlin et Paris semblent « sourds » (tout va bien), mais les deux font tout pour stimuler la peur de l'un face à l'autre. Ce qui semble relier Paris et Berlin est plutôt la méfiance mutuelle, la jalousie, le mépris, l'envie, les reproches – d'ailleurs assez souvent, me semble-t-il, basé sur le manque de connaissance réelle de l'autre[1] et, surtout, des réalités politiques.

Exemple : la thèse française d'une « re-militarisation de l'Allemagne », un slogan dangereux, une désinformation rencontrée régulièrement à Paris ces derniers mois sans réfléchir sur la réalité de la défense allemande. Les Allemands doivent rattraper au moins vingt ans de retard. La méfiance est renforcée par l'objectif des Allemands de constituer à terme la plus grande armée conventionnelle en Europe – comme c'était d'ailleurs le cas pendant la guerre froide.

La *Bundeswehr* a été sous-financée ces deux dernières décennies et les 100 milliards annoncés représentent une tentative de rattrapage. Ce montant a créé une onde de choc à Paris et renforcé le réflexe de demander la création d'Eurobonds pour les dépenses en matière de défense. Si ces protagonistes avaient analysé de près les budgets militaires des deux pays, ils auraient dû constater que la part d'investissement était relativement plus élevée en France que chez le voisin allemand.

L'Allemagne est en train de réapprendre, mais elle n'est pas encore arrivée entièrement à la réalité. Elle écarte encore en partie sa situation réelle et le danger. N'ayons surtout pas d'illusions : les moyens financiers additionnels ne signifient pas automatiquement de nouvelles capacités militaires réelles. La seule armée opérationnelle relativement bien préparée en Europe est – pour un temps prévisible – l'armée française.

[1] L'attractivité mutuelle franco-allemande semble avoir bien diminué, l'enseignement des langues en témoigne. C'est peine perdue de rêver à une résurrection des langues même si l'on pourrait bien fixer sa place en tant que deuxième langue après l'anglais. Mais ce serait peut-être aussi important de faire revivre des contenus communs en matière d'enseignement d'histoire-géographie et de renforcer des programmes pour les jeunes des deux côtés du Rhin !

4. SE CONCENTRER SUR L'ESSENTIEL

Que faire dans ces conditions critiques dans tous les domaines ? Paris et Berlin devrait se concentrer sur l'essentiel : l'intérêt commun. Ce qui importe, c'est d'analyser la situation de manière sobre et de réduire nos faiblesses et, surtout, nos dépendances afin de mieux garder la maîtrise de nos destins – des destins impossibles à sauvegarder seuls, mais uniquement au sein de la « bande » des Européens, du moins d'un noyau dur qui défend essentiellement le même diagnostic envisageant des solutions compatibles – et cela pour des domaines vitaux.

J'en nomme six qui définissent le futur, dans lesquels nos politiques ont perdu le contrôle et devraient regagner d'urgence la confiance de nos peuples, les convaincre que nos politiques nous emmènent sur les bonnes pistes afin de créer une meilleure stabilité :

- la politique économique et commerciale,
- la politique énergétique et technologique,
- la sécurité intérieure,
- la sécurité extérieure,
- notre place dans un monde chaotique,
- notre organisation interne et l'élargissement.

Des sujets concrets à préparer d'urgence en sein d'un Conseil franco-allemand de prospective stratégique !

L'économie et ses aspects internationaux, ainsi que leurs différences, divergences et complexités, méritent un véritable débat franco-allemand en profondeur. Le même jugement vaut pour l'élargissement, un sujet que nous traînons devant nous en refusant le débat objectif – exactement comme si souvent dans le passé. Une approche plus stratégique ne pourrait-elle pas aider à éviter des fautes grossières ?

Les fédéralistes comme les souverainistes seront peut-être vexés que je refuse de traiter pour le moment le sujet des futures institutions. Je suis convaincu que nous ne pouvons traiter les sujets urgents, tous de haute sensibilité, par une approche graduée, gardant sous le contrôle des États-membres, du moins dans une première phase sinon

pour toujours. Les autres sujets me paraissent d'une urgence particulière.

A - Les politiques énergétique et technologique

La politique énergétique est un domaine particulier dominé par des reproches mutuels et quelques discordes cette dernière décennie.

Même en ce qui concerne l'énergie nucléaire, les Européens sont loin d'une autonomie compte tenu de l'origine des combustibles – la France les achète dans la zone d'influence russe et essaie de les faire traiter ensemble avec les Russes dans un pays qui n'a pas encore fait sa paix avec le nucléaire, et cela dans une région gouvernée par les Verts. Évidemment, Paris ajoutera à ce reproche ce moment où les Allemands ont misé depuis Schröder-Fischer sur le gaz bon marché de Russie et ont refusé le nucléaire.

N'est-il pas grand temps de rassembler l'essentiel de nos politiques énergétiques nationales – malheureusement très différentes – afin d'assurer la neutralité carbone et la sécurité de notre approvisionnement, de déterminer plus soigneusement nos importations de pays tiers et surtout de créer un véritable réseau électrique européen commun ?

Ne serait-ce pas le moment de se souvenir de la première heure de l'intégration européenne et de créer l'Union de l'énergie afin d'accomplir un réseau où les flux d'électricité peuvent être redirigés vers d'autres États membres « à la seconde », selon la nécessité, pour pouvoir intégrer de manière harmonieuse l'énergie issue de différentes sources, nucléaire et renouvelables ?

Les premiers pas ont été engagés, par exemple par une installation sophistiquée à la frontière entre l'Espagne et la France permettant l'échange d'électricité selon la situation, provenant de l'énergie nucléaire ou de l'éolien – un modèle à suivre pour d'autres régions frontalières en Europe. Et sans oublier le matériel technologique, les commutateurs pour mieux diriger les flux tout en se rassurant de leurs origines et de leur sécurité – un oubli tardivement découvert.

A l'Allemagne et à la France de concevoir et de mettre en œuvre les bases d'un tel réseau commun – en invitant leurs voisins de suivre le bon exemple.

Un autre sujet sensible est la recherche et l'innovation disruptive. Dans le domaine des technologies futures, par exemple pour maîtriser le changement climatique, la communication sécurisée, la technologie spatiale, la défense pour ne citer que quelques champs, l'Union européenne est devenue au cours des dernières décennies de plus en plus dépendante des États-Unis et de la Chine.

Dans un petit cercle multidisciplinaire, nous avons fondé il y a quelques années à Paris l'« Initiative européenne disruptive commune (JEDI) » - dans le but de secouer la politique et la science et de changer fondamentalement les méthodes ainsi que la nécessaire prise de risques. L'idée de base consiste à utiliser une méthode avec laquelle les Américains ont redémarré il y a plus de soixante ans leur recherche disruptive de pointe. Ils ont fondé la DARPA pour développer les technologies futures, même si le succès n'était nullement garanti. Ils ont, en simplifiant, consciemment pris des risques et se sont positionnés à la tête du mouvement technologique.

Emmanuel Macron ou Angela Merkel semblaient voir ces idées d'un bon œil. Mais nous nous sommes heurtés, que ce soit à Paris, Berlin et Bruxelles, dans les ministères et les organisations spécialisées, à des murs : par peur de perdre le contrôle de leurs budgets et de leurs moyens. Grandes paroles des chefs sans valeur réelle ! Il est grand temps que les Européens comprennent ce défi ; aux deux gouvernements de créer enfin un petit cercle qui consacre au départ 10 % de leurs budgets scientifiques à cette méthode.

B - La sécurité intérieure, les politiques de migration et d'asile

Dans le domaine de la sécurité intérieure et de la migration, nous avons atteint peut-être 30 % de ce que Helmut Kohl a cherché en vain il y a plus de trente ans, alors que c'est un sujet vital pour nos politiques nationales. C'est aussi un dossier européen que les

ministres de l'Intérieur n'ont ni aimé ni voulu traiter, leurs réflexes restant trop longtemps nationaux, sans vouloir intégrer davantage la situation européenne et leur dépendance des « autres ».

A la demande des Autrichiens et de la Commission, j'ai assisté pendant une année aux travaux du Conseil – une expérience affolante vu l'attitude distante et dispersée des ministres - malgré toute la bonne volonté de la Commission, parfois un peu naïve.

Le Pacte européen sur l'asile et la migration, entré en vigueur le 12 juin 2026, constitue un progrès indéniable, mais pas une véritable percée pour regagner le contrôle dans ces domaines hautement sensibles. L'exemple de Ceuta et les querelles germano-italiennes sur les bateaux de sauvetage en mer Méditerranée soutenus par Berlin, le règne des mafias dans le domaine de la drogue sont des signaux d'alerte.

Un programme d'urgence devrait démontrer la volonté commune à partir des domaines de la coopération policière, du contrôle commun des frontières extérieures, d'une politique d'immigration claire et ciblée, de la coopération avec les pays de transit à l'interprétation commune du droit d'asile.

J'ajoute un exemple qui m'a perturbé lors de mes sessions au sein du Conseil : nous avons développé avec la Commission un modèle pour réduire les flux d'immigration illégale. La suggestion : nous ouvrons, dans tous les pays autour de l'Europe, des « bureaux de liaison » européens avec une tâche simple : recevoir et transmettre les demandes d'asile et/ou d'immigration – à décider par les capitales, sans transfert de compétences à la Commission. Le modèle avait été un bureau anglais dans un camp de réfugiés palestiniens. Les débats n'ont eu aucun résultat.

C - La sécurité extérieure, en particulier la défense

Ce sujet n'est pas moins épineux, avec tant de discordes ouvertes et cachées. Face à l'invasion russe de l'Ukraine en 2022 et aux développements de la politique américaine, l'Allemagne, la France, l'Europe

se réarmement, mais nous restons dépendants des Etats-Unis, cet allié devenu moins fiable et qui regarde ailleurs.

Il semble être enfin temps de développer une « défense européenne » – distincte, si nécessaire autonome, mais pas entièrement séparée de l'OTAN. Cette idée reste jusqu'à présent un sujet de désaccord politique entre Paris et la majorité des Européens, dont Berlin.

L'Allemagne, qui a pendant deux décennies négligé sa défense en raison d'un « rêve pacifiste », commence à se réarmer suite à la « *Zeitenwende* », bien que ce changement reste fragile et désordonné : la *Bundeswehr* reste toujours limitée dans ses capacités de défense et d'alliance.

Mais c'est à la France et l'Allemagne de prendre l'initiative malgré leurs différences dans ce contexte particulier et leurs réflexes opposés : armée opérationnelle et autonome *versus* une armée bâtie au sein de l'Alliance atlantique, armée exécutive *versus* armée parlementaire, armée conventionnelle et nucléaire – et la France a toujours su utiliser ses intérêts nationaux, l'Allemagne a dû l'apprendre.

Les projets franco-allemands, char MGCS et avion de combat SCAF, sont des exemples flagrants ce qu'il ne fallait pas faire. Un « déroulement » politique inexcusable. Pourquoi les deux pays n'ont-ils pas été en mesure de définir ces projets dans un sens de management industriel classique avec des leaders responsables ? Un compromis large a été possible au départ, Berlin et Paris parlent d'une « priorité franco-allemande », mais la réalité est ailleurs.

Je suis d'autant plus désespéré que c'est le deuxième échec majeur franco-allemand. En 1993, nous étions d'accord avec Paris pour lancer un équipement croisé de nos armées - entre autres - par l'artillerie française et le blindé Leopard 2 comme standard pour nos armées ainsi qu'un mandat à BAE et Dassault de construire ensemble le futur avion européen de combat. Cela a échoué vu la résistance de Dassault avec le soutien du Premier ministre de l'époque.

En matière de satellites, il me semble qu'il y a un mur entre Paris et Berlin au lieu d'une approche commune. Pourquoi chaque état-major a-t-il besoin de son propre système de communication satellitaire ? Les contraintes intérieures et extérieures nous défendent des solutions de luxe.

La défense aérienne – en particulier contre les drones – est un autre exemple qui doit désespérer nos militaires. L'incident récent de Leipzig a démontré brutalement nos faiblesses. Les armes existent, mais chacun continue dans son coin. Cessons et développons enfin une solution en commun. Et il y a d'ailleurs un autre sujet qu'Allemands et Français traitent de manière parallèle, mais anxieuse : la réintroduction de la conscription.

Le manque de coopération franco-allemande est plus que symbolique, il montre l'état réel de la coopération européenne. Certes, il y a un petit nombre d'exemples positifs, mais ils ne forment ni la règle ni une majorité ni le premier réflexe.

En partie, c'est toujours la conséquence de la rupture partielle de la France avec l'Alliance atlantique, puis de son retour dans l'intégration militaire de l'Alliance avec l'exception du nucléaire.

Pour briser l'impasse sur la « défense européenne », il est impératif de concevoir un « plan de travail » politique et un agenda intensif pour les prochaines années. L'objectif n'est pas de choisir une approche fédérale ou intergouvernementale, mais plutôt de viser l'efficacité d'action entre nos États. Sinon, l'érosion de l'influence européenne sur des questions vitales va s'accélérer.

Suite au retrait américain, du moins partiel, en Europe, la question me paraît urgente : comment établir un nouveau consensus, une défense européenne en grande partie autonome – mais en étroite coopération, voire complémentarité avec et dans l'Alliance ?

Pourquoi est-il si difficile d'établir et fixer un plan de travail de mise en œuvre et de négocier une nouvelle division de travail avec les Américains, du moins de

l'essayer ? C'est comme si nous avions peur d'en parler ouvertement – je suis conscient que cela nécessite courage et engagement. Avons-nous peur de la réaction américaine ? N'avons-nous pas un minimum de confiance dans nos partenaires français ? Les Allemands ont-ils peur de se trouver seuls sans les Américains ?

Les questions concrètes qui se cachent derrière le « plan de travail » ont souvent un caractère explosif : commandement, stratégie, équipement, armement, nucléaire. Il va de soi que des réformes à l'échelle nationale devront accompagner cet agenda. Ce développement, y compris ses aspects nucléaires, nécessitera, du moins en Allemagne, une véritable discussion politique au sein des partis, au parlement avec, au final, l'objectif d'un consensus au niveau de la société.

D - Notre place dans un monde chaotique

Le développement de la politique internationale mérite d'être traité à part, par quelques aperçus actuels.

Ni les Etats-Unis ni la Chine ni la Russie ne nous reconnaissent comme partenaire à leur niveau. En réalité, face au développement géopolitique, nous n'avons ni stratégie commune ni politique étrangère commune.

Au Moyen-Orient, l'Europe n'a (toujours) pas trouvé sa place. Pourtant nous y étions il y a trente ans en accord et complémentarité avec les Américains. Désormais, les Américains sont affaiblis par leur propre manque de stratégie et de nouvelles coalitions – Turquie/Arabie-Saoudite/Pakistan (et Égypte ?) – cherchent à rééquilibrer la situation.

En Ukraine, nous semblons être les acteurs principaux vu l'attitude changeante américaine – mais avec quelle influence réelle sur les Russes et les Ukrainiens ? En vérité, nous nous trouvons dans un certain piège vu le fait que nous avons sous-estimé les dessous de ce conflit et ses « *agreements to disagree* » et essayé d'être des super-diplomates

– sans réfléchir suffisamment sur le fond et les origines du conflit.

En particulier, il est permis d'exprimer de forts doutes sur les idées allemandes d'une adhésion – associée, surtout eu égard à l'application de l'article 42.7 qui fait partie des suggestions. Cela pourrait bien signifier l'entrée officielle de l'Union européenne dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Il va de soi que nous soutenons l'Ukraine dans sa défense face à l'attitude totalement inacceptable de Poutine, mais faut-il aller aussi loin ? Helmut Kohl a soutenu jusqu'à sa mort, avec raison, l'idée d'une association, considérant l'Ukraine comme un pont entre l'Ouest et l'Est.

Et que faire face à la Russie ? Notre situation stratégique a changé profondément en deux décennies, et nous avons contribué nous-même à ces conséquences défavorables.

5. LE NÉCESSAIRE PILOTAGE COMMUN... POUR L'EUROPE

Il faut voir de manière courageuse et pragmatique où se trouvent les possibilités d'une voie commune franco-allemande, voire d'initiatives d'un certain pilotage commun, si nécessaire avec des partenaires européens.

Ne rêvons pas, ce n'est pas l'heure de grands desseins européens, mais l'importance consiste dans une stratégie d'ensemble qui nous permet – à partir d'une base franco-allemande – d'établir une boussole, de regagner le contrôle, de nous concentrer sur l'essentiel et de réduire nos dépendances vis-à-vis d'autres « concurrents » concentrés sur nos intérêts vitaux – afin de rendre l'édifice commun plus solide et, surtout, viable.

J'avoue, à la lumière d'un certain nombre de dossiers suivis et en connaissance des rouages, avoir l'impression que Paris et Berlin, trop occupés par leurs crises internes, ont besoin d'un « médiateur », d'un intermédiaire, d'une main qui les aide, qui les guide. A mon époque il y avait Jacques Delors, Jacques

Santer, souvent sous-estimé, Wilfried Martens, Jean-Luc Dehaene et, surtout, Jean-Claude Juncker. Nous avons pu compter sur les pays du Benelux pour nous aider. Je pense maintenant aux trois, voire quatre pays du Nord.

Mais c'est aux Allemands et aux Français de retrouver la boussole, de se ressaisir, de se concentrer avec courage sur ces chapitres essentiels, sur des projets concrets, des approches pouvant mettre sur de bons rails nos politiques à l'échelle commune, voire européenne.

Joachim Bitterlich

Ambassadeur e.r., ancien Conseiller européen, diplomatique et de sécurité du Chancelier Helmut Kohl, Professeur (affilié) ESCP Paris/Berlin (Europe/Géopolitique). Membre du Conseil scientifique de la Fondation Robert Schuman.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN
ISSN 2402-614X

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur.
© Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2026

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.